

“SI ON DÉCIDE DE NE PAS BOUGER, LÀ ON EST MORT”

LE 20 NOVEMBRE 2012 CLAIRE BERTHELEMY

Auteur, le mois dernier, d'un rapport tonitruant sur la presse, Michel Françaix est sans doute le mieux placé pour en dresser un état des lieux et en dessiner l'avenir. Entretien sans langue de bois d'un serviteur de l'État, pas du genre à rester la Culture entre deux chaises.



Un mois après la publication par *Owmi* du rapport de Michel Françaix, sur les aides à la presse pour la Commission des affaires culturelles et le projet de loi de finances 2013, le rapporteur a accepté de répondre à quelques questions. Sur le rapport mais aussi sur le point de vue qu'il a de l'état de la presse en France. Entretien sur fond d'assertion : si la presse n'évolue pas, elle meurt.

Ce rapport-là, le 3ème, est le plus médiatisé. En quoi est-il différent des autres et quel est votre constat ?

Il est différent des autres parce que c'est la première fois depuis 1981 qu'un ministre de la Culture me parle pendant 20 minutes de l'écrit avant de parler ensuite de l'audiovisuel. Avant celui-là, on se rendait compte à deux minutes de la fin des auditions qu'il fallait dire un mot sur RFI et sur l'écrit. Peut-être que cette année, la Ministre¹ a été provoquée par ce qu'il se passait avec Presstalis.

Maintenant à mon âge je sais comment les choses se passent : le soufflé peut totalement retomber. Mon objectif c'est de dire début février, "chère Aurélie, est-ce que tu penses que tu as fait le tour du dossier ou est-ce qu'il faut faire évoluer ou faire de profondes modifications ?". Si on ne peut pas faire tout ce que j'ai écrit, ce que j'entends très bien, est-on prêts à avancer ? Ou avec un tour de passe-passe, quinze jours avant dire qu'on va tout ré-équilibrer ? Si on a la détermination pour avancer, je veux bien réfléchir avec d'autres pour faire évoluer. Mais je veux pas *m'enquiquiner* à faire le budget pour que finalement rien n'avance. On est pas au bout de nos peines et nos difficultés. Avec

Michel Françaix

Celui qui se décrit comme fils de saltimbanque et neveu de saltimbanque a fait grincer des dents à plus d'un patron de presse. Brièvement, il est revenu pour *Owmi* sur pourquoi il est à l'origine d'un tel rapport : son intérêt pour l'écrit remonte à "toujours" et c'est aux côtés de François Mitterrand en 1981 qu'il devient chargé de mission sur l'écrit, les radios et la presse locale.

Depuis cette période, il reste sur ce sujet de prédilection. "Quand vous êtes dans l'opposition, vous vous y intéressez pour faire des envolées lyriques à deux heures du matin mais vous

notamment la prise en compte de la presse en ligne et le fait qu'elle doit avoir plus d'importance.

La presse écrite, de toute façon, ne pourra plus vivre sur le même tirage dans les années à venir, mais elle peut être l'élément moteur permettant aussi le développement de la presse en ligne. Il faut donc réfléchir : on ne pourra pas donner des millions à Presstalis, donner un taux de TVA à la presse en ligne à 2,10%, donner à tous ceux qui le demandent des aides au portage qu'ils n'ont pas encore, le tout sans faire de coupes sombres quelque part. Ou alors on fait semblant de donner un tout petit peu à tout le monde donc à personne. Je suis plutôt sur l'idée de fixer des priorités.

savez que ça ne sert à rien. Et là dans la mesure où nous sommes dans la majorité et qu'il y a peu de parlementaires qui s'intéressent à l'écrit en général — ils sont plus télévision/audiovisuel — je n'ai pas eu à batailler pour récupérer ce rapport, qui est déjà le troisième."

[Twitter]

Donc vous n'êtes pas juste l'auteur du rapport poil-à-gratter et pensez permettre de faire bouger les lignes ?

En ce moment la presse y croit encore et elle a peur qu'il puisse se passer quelque chose : je vais prendre 30 kg ! Je suis invité à déjeuner par tous les syndicats pour expliquer que leur cas est un cas génial... donc oui, le rapport fait un peu peur. La ministre elle-même et le budget ne sont pas totalement insensibles parce qu'il faut dépenser de l'argent mais à coût constant². Objectivement ce rapport au niveau du gouvernement a été plutôt bien pris.

Il faudrait que les choses puissent changer rapidement ? Sinon la presse pourrait "mourir" ?

J'espère qu'on ne refera pas le prochain budget des aides à la presse en septembre de la même façon. Ma position est de dire que rien n'a bougé avec les États généraux de la presse. Maintenant si on doit faire trois ans en disant "on a tout fait", je serai obligé de constater qu'on reproduit les mêmes politiques depuis 15 ans et qu'on va droit dans le mur. On va essayer de faire en sorte de ne pas être obligés d'en arriver là. Ça dépendra d'un certain nombre de choses, des priorités, de la crise mais mon rôle va être de ne pas faire redescendre le soufflé. Et puis à travers ce rapport, je ne veux pas être la mouche du coche qui ne sert à rien !

Si on décide de ne pas bouger, là, on est mort. L'immobilisme en période de crise et de mutation c'est dire "on ne voit rien des mutations à faire" y compris pour la presse en ligne. Sauf qu'on n'aura pas toujours la prouesse de trouver l'argent. Est-ce que la presse va mourir ? Je ne crois pas, mais elle est condamnée à évoluer sinon sans ça vous pourriez avoir raison : elle va mourir. Mais la grande force, c'est qu'il n'y a pas un seul gouvernement qui accepterait de pouvoir dire qu'il a contribué à tuer toute forme de presse. Sauf si la presse sur papier n'intéresse plus personne dans 20 ans. Et qu'on considère que Facebook et Twitter sont suffisants pour avoir de l'information...

Nous sommes devant des choses évolutives et au dernier moment "On" attend que l'État intervienne. Et il finit par dépenser des sommes folles qu'il n'aurait pas dépensées s'il y avait eu une anticipation³.

De mettre sur la table la mutation numérique, c'est anticiper ce qu'il va se passer ?

Oui et même plus loin, ce n'est plus anticiper après-demain c'est anticiper demain ! Ce n'est d'ailleurs pas une très grande anticipation, nous allons avoir le nez dans le guidon très rapidement. En fait, nous ne pourrions pas passer notre vie à faire des rafistolages plus ou moins intelligents. Je crois savoir que j'ai une bonne collègue qui devant la crise de *Sud Ouest* va sûrement poser une question à la ministre comme "qu'est ce que vous faites pour *Sud Ouest* ?" Qu'est ce que vous voulez qu'elle réponde ? Ma première réaction c'est de penser tout de suite : c'est l'État qui fait un chèque ? Et où passe la liberté de la presse ? Il y a forcément des députés qui se font engueuler par des journalistes de *Sud Ouest*. Vous avez affaire à un parlementaire comme il défendrait sa sidérurgie à tel endroit.

Mais de quel droit on donnerait de l'argent à *Sud Ouest* et pas au groupe Hersant ? Sur

quels critères ? Le seul critère qui puisse exister, c'est de faire une aide à la réorganisation des entreprises et recourir à des formes de concentration à condition qu'en contrepartie on conserve le pluralisme. La pire des choses, c'est d'aider *Sud Ouest* à ne pas mourir et que finalement, il soit un journal qui n'apporte rien comme espace de liberté. Ce n'est pas le cas mais il faut se fixer des objectifs.

Mais la publicité, ce n'est pas se priver d'un espace de liberté ? Pourquoi opposer toujours la presse papier avec support en ligne et les *pure players* ?

La réalité de la publicité, c'est qu'ils prennent ça dans la figure en même temps que le reste : la presse perd 5 ou 6% de lectorat tous les ans et perd en ce moment 12 à 13 % de recettes publicitaires en même temps. C'est aussi une difficulté qui prouve que le modèle de la presse en ligne n'est pas le bon puisqu'on ne récupère pas ces recettes sur ce type de presse. Les *pure players* sont dans un autre état d'esprit, plus avant-gardiste. Ils sont plus modernes et plus dynamiques, plus innovants.

Ce n'est pas une question de génération, mais on voit bien quand même que la presse papier qui s'intéresse à la presse en ligne, c'est parce que c'est l'idée : "on ne peut pas faire autrement et il faut qu'on s'y intéresse". Quand ceux qui abandonnent le papier en disant "voilà un nouveau projet", c'est leur bébé. Pour le papier c'est un bébé de récupération qui dirait "il faut trouver un moyen". On voit bien qu'ils préfèrent leur presse papier.

Il y a des réussites sur le numérique : *Libération*, *Le Figaro* ont quasiment plus de gens qui regardent le numérique. Ils se sont fait une place, leur marque existe sauf qu'ils n'arrivent pas à ce qu'elle soit payée.

Et la PQR⁴ ?

Je pense qu'on terminera avec 5 ou 6 journaux, 7 ou 8, de presse régionale. Nous ne pouvons plus empêcher les concentrations de presse – même si on peut les regretter. Ces concentrations de presse ne peuvent intéresser les pouvoirs publics que pour différentes raisons : un journal ce sont des journalistes, une charte de déontologie. S'il ne reste qu'une demi-page de création, ce n'est plus du domaine des pouvoirs publics. Il faut aussi conserver les espaces de liberté. J'accepte la concentration si elle n'entre pas en contradiction avec le pluralisme.

Si la paie se fait à un seul endroit des 15 journaux *accrochés*, je peux l'entendre. Mais si on me dit que l'éditorial sera le même dans *Sud Ouest* que dans *La Charente libre* et qu'à Pau, il n'y aura plus de spécificités régionales. Est-ce au contribuable de payer ces évolutions-là ?

Contrairement à d'autres amis de ma sensibilité, je crois que c'est de l'arrière-garde de dire qu'il n'y aura pas de concentration et qu'il faut les refuser. Parce qu'à chaque refus, le journal finit par mourir. Simplement, il faut des contreparties garantissant le pluralisme. Aujourd'hui c'est le cas dans l'est autour du Crédit mutuel et dans le groupe Hersant tel qu'il est en train de se reconstituer en Normandie. Il faut juste donner de l'argent au bon endroit. La presse quotidienne nationale a reçu beaucoup pour le portage et nous ne savons pas à quoi ils l'ont utilisé ! J'ai quelques idées dans le domaine : on ne peut plus continuer à faire de l'enrichissement sans cause⁵ sur du portage qui n'est pas suivi des faits.

Le constat est assez pessimiste. D'où viennent les principaux problèmes ?



LA PRESSE PREND CHER

Quelques jours avant le site

La presse française est plus aidée que la plupart des presses étrangères et avec un milliard d'euros on arrive à des résultats catastrophiques. On peut se dire que notre ciblage doit pouvoir être amélioré. Puisque c'est sur le milliard d'euros, la presse récréative et des tas de forme de presse en bénéficient pour les deux tiers. Est-ce normal que la presse des programmes télévisés touche autant ? Mon idée, c'est aider bien davantage la presse dite citoyenne à condition de cibler et voir ce qu'ils en font. En retirer aux uns pour donner à d'autres

de l'Assemblée, nous publions le rapport parlementaire sur l'économie de la presse, préparé ...

dans des contrats très clairs. En gros, se demander s'il est judicieux de conserver une imprimerie intégrée qui coûte X millions et de ne plus croire ceux qui nous disent que l'argent pour tel ou tel portage a permis d'augmenter le portage de 10% alors qu'il n'a même pas augmenté d'1%.

À partir du moment où on ne vérifie pas, chacun essaye de profiter des effets d'aubaine. Et puis on ne peut pas aider à la fois le portage et la poste pour un même titre ! Par contre peut-être que la presse médicale, c'est à eux qu'il faut donner beaucoup pour la Poste mais aussi leur dire "vos 5% de portage allez voir chez les Grecs !" . Puisque, quand on aide — mal — le kiosquier, le portage et la Poste, on aide trois méthodes qui se concurrencent. Une solution : que chacun vienne nous préciser ce qui l'intéresse pour qu'on puisse l'aider sur un domaine en cessant de verser les aides sur les autres. Parce qu'aujourd'hui, il faut savoir qu'on continue, y compris sur ceux dont l'objectif est le portage, d'aider à la Poste pour 10 ou 20%.

Des "pour" ? Des "contre" ?

De toute façon, il y a beaucoup de gens qui sont pour cet immobilisme : *l'immobilisme est en marche et rien ne l'arrêtera* ! C'est la formule typique de ceux qui ont intérêt à ce qu'il ne se passe rien en se disant que les pouvoirs publics auront la trouille et finiront toujours par donner des sous à un moment donné. Et pendant ce temps-là, on n'aura rien fait pour réfléchir et se moderniser.

Mais j'espère être capable de mettre de mon côté un certain nombre de personnes. Et comme je suis un pessimiste positif je veux positiver et dire que je n'en aurai pas besoin. C'est vrai aussi que si je fais une conférence de presse en disant que, comme rien ne bouge, je ne fais pas le prochain rapport, je peux avoir quelques appuis.

Presstalis a l'air d'être le déclencheur ou en tout cas la catalyseur d'une forme de problème au sein de la presse française. Quelle solution pourrait être apportée ?

Une seule coopérative, c'est suffisant. Les MLP⁶ se battent beaucoup sur le sujet, donc la première année il n'y aura pas fusion. Il faut voir si les rapprochements sont assez intelligents pour faire des économies. Mais l'idée que les MLP seraient en très bonne santé alors que Presstalis ne l'est pas est fautive : c'est bien plus compliqué que ça. Et puis ils ont pris ce qui était à peu près rentable en laissant aux autres ce qu'il ne l'était pas... Maintenant je suis prêt à reconnaître que comme les PME il y a plus de souplesse et de choses intelligentes et qu'ils n'ont pas les problèmes historiques de 30 ans qu'ont les autres. Je ne mets pas en cause cette forme de gestion.

En fait certains éditeurs ayant menacé de passer chez MLP, Presstalis a baissé de 10% ses tarifs et on est en train de revenir — éventuellement — au prix de ce qui était avant, dans une période où il n'y aurait pas eu de concurrence. Deux coopératives en concurrence c'est aberrant. Sinon c'est un système d'entreprises. La fusion des deux, je la pense et la présente comme ça pour affoler tout le monde, mais il faut s'approcher vers ça, avec quand même quelques problèmes notamment au niveau des salaires : les salariés de MLP ne gagnent pas la même chose que ceux de Presstalis. Ils gagnent beaucoup moins et n'ont aucun avantage social. Si on fusionne ou on rapproche, on peut comprendre que les MLP soient affolées de se dire qu'il faudra s'aligner pour les salariés sur le prix le plus haut plus que le plus bas.

Et l'écrémage possible en cas de fusion ?

Si on décide que ce sont deux métiers différents, l'un pour la presse quotidienne et l'autre pour les autres formes de presse, à ce moment-là comme c'est la presse quotidienne qui coûte le plus, on aide les uns et pas les autres. Ou alors on fusionne, on réorganise et à terme il faudra peut-être supprimer 30% de l'addition des deux... Il y a plusieurs pistes. La plus mauvaise c'est de ne rien faire et de dire que ça peut continuer comme ça.

Dans l'ensemble, quelles sont vos priorités ?

Je reste persuadé qu'on ne peut pas laisser mourir la presse papier et que les aides doivent obligatoirement aller vers la presse que j'appelle citoyenne, c'est-à-dire pas forcément celle de l'IPG⁷, mais une partie de la presse quotidienne, la presse hebdomadaire et 2 ou 3 mensuels qui peuvent jouer un rôle dans la réflexion et dans la pensée. Je dis tout le temps — et ça fait hurler — mais pour *Gala* et *Voici* par exemple et toute une forme de presse récréative — au demeurant fort intéressante — je comprends moins que le contribuable soit obligé de payer. Ma revue de tennis, les yachts, c'est génial si ce sont vos centres d'intérêts. Je reste persuadé qu'on pourra sauver la presse, aider au portage, au kiosquier, aux marchands de journaux, si les sommes qu'on a là, on les donne un peu moins à d'autres.

Ce qui ennui mes détracteurs, c'est qu'ils savent que ce sont des dossiers qui m'intéressent depuis longtemps et qu'on ne peut pas me faire avaler n'importe quoi. Une des grandes théories de ces gens-là, c'est de dire que de toute façon on ne pourra pas différencier les formes de presse. Pourtant en 1982 il y avait un taux à 2,10% et un autre à 4. Deux taux différents au sein même de la presse. Ce qui a pu être fait à un moment donné pourra l'être aussi même si c'est plus compliqué. Si *Elle* vient me voir aujourd'hui en me disant "je considère qu'on a des pages citoyennes" c'est plus difficile de dire non qu'à une période où les choses étaient plus classées. Il n'empêche que pour la presse spécialisée, la presse télévisuelle, cette presse récréative ce sera très simple. Parfois, il faudra qu'il y ait une commission pour trancher.

Ce taux de 2,1% pour l'appliquer à la presse en ligne c'est aussi possible et ce n'est pas une perte de substances pour l'État puisqu'aujourd'hui ça ne représente presque rien. Si ça peut même permettre au développement de la presse en ligne sachant qu'elle coûtera toujours moins chère que la presse papier, alors...

L'objectif, c'est pas de faire la révolution mais une évolution révolutionnaire. Le rôle de l'État c'est d'aider au passage d'une forme de presse à une autre forme de presse sans faire de césure trop importante. On l'a bien compris, il faudra aider encore une presse qui ne correspond plus tout à fait à la réalité mais si on continue à n'aider que les corporatismes pour que rien ne bouge ça ne me paraît pas la bonne solution.

Portrait de Michel Françaix en 2009 par **Richard Ying** (ccbynca) et édité par *Owmi*.

1. Aurélie Filippetti, ndlr [↔]
2. en faisant des économies ailleurs, ndlr [↔]
3. des problématiques, ndlr [↔]
4. Presse Quotidienne Régionale [↔]
5. dans la PQR, ndlr [↔]
6. Messageries de presse lyonnaises, ndlr [↔]
7. Information politique et générale, ndlr [↔]

GROMMELEUR

le 20 novembre 2012 - 15:58 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



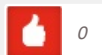
Heu ...

soufflet != soufflé

<http://www.cnrtl.fr/lexicographie/soufflet>

<http://www.cnrtl.fr/definition/souffl%C3%A9>

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

CLAIREBERTHELEMY

le 20 novembre 2012 - 16:17 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Oops, "boulette" comme on dit. Je l'écrirai 18 fois les yeux fermés pour la peine ;-)

(merci ! C'est modifié...)

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE